Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°222
12 janvier 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Qu'en 2026, le camp des travailleurs relève la tête !

Pour la plupart d'entre nous, la nouvelle année commence dans l'angoisse. De quoi va-t-on vivre, si je perds mes allocations ? Est-ce que mon poste va être supprimé dans l'entreprise, la commune ou dans l'école où je travaille ? Et si je garde mon emploi, comment faire face à la charge de travail qui ne cesse d'augmenter ? Comment faire face aux prix et au loyer qui augmentent ? Comment payer les études des enfants ? Et pourvu qu'on ne tombe pas malade !

Et que dire de ceux qui triment ici, mais doivent craindre l'expulsion parce qu'ils n'ont pas les bons papiers ? Ou de tous ceux qui commencent la nouvelle année à Gaza, en Ukraine, en Syrie, au Congo… ou au Venezuela ?

Pourtant, aucune catastrophe naturelle n'explique cette immense détresse, cette immense destruction. La seule cause est la lutte incessante entre une poignée de milliardaires dans le monde, qui se disputent les profits créés par le travail des ouvriers et employés de toute la planète.

L'attaque récente du Venezuela par les États-Unis vise très ouvertement le contrôle des immenses réserves pétrolières du pays, dans le cadre de la concurrence avec la Chine. La domination de l'impérialisme américain sur le continent sud-américain, y compris par les interventions militaires, et la mise en place de dictateurs obéissants, n'a vraiment rien de nouveau, et les capitalistes européens ont souvent fait des choses semblables en Afrique! L'indignation des dirigeants des États est variable, en fonction des intérêts de leur grande bourgeoisie respective.



Au Moyen Orient, les puissances capitalistes, USA en tête, montent les peuples les uns contre les autres, depuis au moins 100 ans. Là aussi, il s'agit de pétrole et de routes commerciales. En Ukraine, ceux-là nous expliquent depuis quatre ans qu'il faut défendre la liberté du peuple ukrainien. Mais Trump nous a rendu public, il y a peu, les vrais enjeux : les terres rares, le marché de l'uranium, les terres agricoles… entre autres. La population laborieuse de l'Ukraine a tout perdu, et au lieu de la liberté, elle aura un immense fardeau de dette et pleure ses morts. Mais oligarques ukrainiens et russes, soutenus ou combattus par les capitalistes américains continuent à dépecer le pays, avec au milieu les capitalistes européens dépassés qui réclament, eux aussi, leur part du butin. Ce sont là les raisons pour lesquelles nos gouvernements multiplient les dépenses militaires et réintroduisent le service militaire !

Alors oui, il y a de quoi être angoissé, mais il y a surtout de quoi être révolté !

Au milieu de cette destruction, engendrée par leur propre système, les milliardaires s'enrichissent ! Oh, pour eux, c'est tout bénéfice ! Les dépenses militaires sont autant de subventions et de profits pour l'industrie. Pendant que les États font des économies sur les écoles, les dirigeants de ces entreprises militaires trouvent les moyens d'augmenter le prix de leurs produits. Les actions des entreprises de l'industrie militaire montent en flèche, les nouvelles technologies, comme l'IA, trouvent des débouchés à des fins militaires et la spéculation continue à battre son plein.

Les 500 plus grandes fortunes du monde se seraient ainsi enrichies de 2.200 milliards de dollars en 2025. En Belgique même, il y a aujourd'hui 49 familles milliardaires, là où il n'y en avait qu'une seule en 2000. Ce qui nous manque à la fin du mois n'est pas perdu pour tout le monde !

La domination de la classe capitaliste, ces gros propriétaires des grandes entreprises et des grandes banques, a transformé la planète en un baril de poudre où la grande déflagration peut se produire à

nouveau à tout moment !

Chaque jour qui passe, le système capitaliste, basé sur la recherche du profit égoïste, la concurrence et l'exploitation du travail des hommes, femmes et enfants du monde entier, se condamne lui-même en montrant qu'il ne peut plus engendrer que destruction et souffrance pour l'humanité.

Mais ceux qui ont un intérêt à son maintien ne sont qu'une infime minorité de l'humanité, un groupe de parasites sans aucune utilité pour le bien commun. Leurs entreprises ne tournent pas sans les travailleurs, de l'ouvrier à l'ingénieur. Leurs guerres, ils ne peuvent pas les faire sans nous. Alors pourquoi devrait-on se sacrifier pour leurs profits ?!

Bien au contraire ! Nous ne devons pas seulement refuser les reculs, les travailleurs conscients doivent se regrouper avec la perspective du renversement du capitalisme. Seuls les travailleurs au pouvoir peuvent prendre des décisions en fonction de l'intérêt général, et non en fonction de l'intérêt du profit égoïste. Notre camp peut et doit libérer la voie pour une société débarrassée de l'exploitation et des guerres : le communisme !

Editorial des bulletins d'entreprise du 06/01/2026.

Exclusions du chômage : ne soyons pas dupes !

Les gouvernements ont créé des dizaines de niches fiscales pour permettre aux milliardaires d'éluder l'impôt et ils ont baissé les cotisations patronales à la sécurité sociale. A présent, les voilà qui veulent prendre sur les pensions et les salaires des membres des ménages des demandeurs du RIS sous prétexte « de solidarité ». Pour préparer leurs mauvais coups contre les classes populaires, les politiciens disposent de réserves illimitées de démagogie pour opposer les travailleurs les uns aux autres, jusqu' au milieu du cercle familial !

Réforme du statut de cohabitant pour l'aide sociale

Après avoir exclu des dizaines de milliers de chômeurs par la réforme du chômage, le gouvernement De Wever prépare la réforme du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) versé par les CPAS.

Si les projets de loi sont votés, tous les membres majeurs du ménage seront considérés d'office comme cohabitants, et leurs revenus seront pris en compte pour le calcul des droits et des montants du RIS.

La petite pension de la grand-mère, le salaire d'un enfant majeur devront obligatoirement subvenir aux besoins d'une personne qui demanderait l'aide du CPAS. Même les allocations familiales seront intégrées au calcul pour justifier la diminution, voire la suppression, du RIS. Des milliers de ménages seront frappés par cette mesure parmi les anciens et les nouveaux demandeurs de l'aide sociale.



Exclusions et extorsions

Début janvier 2026, les 26 millions d'aides fédérales aux CPAS promis pour 2025 par les ministres de De Wever pour financer l'encadrement et les aides sociales à la première vague d'exclus ne sont pas encore versés.

Il est évident que le gouvernement fédéral, tout à sa politique d'austérité, continuera à trouver toute sorte d'obstacles pour retarder le paiement des 234 millions d'aides prévues aux CPAS pour 2026.

Sur le terrain, les CPAS ont mis les moyens pour accueillir et orienter les exclus de janvier, notamment par crainte des tensions et des révoltes, y compris de la part du personnel des CPAS. Mais c'est dans les poches des familles des exclus et des demandeurs actuels du RIS que le gouvernement veut obliger les CPAS à chercher l'argent !

Le PS ne nous aidera pas

Fin décembre, Paul Magnette a avoué que « *aucune formation politique n'acceptera de revenir en arrière sur la réforme du chômage* ». Y compris le PS, donc. A la place, Magnette propose *« de travailler sur la mise à l'emploi, sur*

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

l'individualisation des droits et les dispositifs pour les publics en difficulté ». Soit précisément la politique de cadeaux aux entreprises qui a enfoncé les travailleurs dans la précarité, et les emplois aidés que les gouvernements peuvent supprimer par un vote au parlement en laissant des dizaines de milliers de travailleurs sans aucun droit.

Quant à revenir sur le statut de cohabitant… introduit pas le ministre socialiste Roger De Wulf en 1980 lors des plans d'austérité du gouvernement Maertens (Sociaux-Chrétiens flamands) - Spitaels (PS), Magnette nous expliquera bientôt « *qu'aucune formation politique n'est prête à cela* ».

Témoignage d'un travailleur en formation

« *Vu mon parcours professionnel, j'espérais obtenir une formation comme conducteur de chantier pour conserver mon droit aux allocations de chômage et retrouver un emploi avec un salaire correct.*

Mais les formateurs du Forem sont très sélectifs. Ils disent que chaque place leur coûte 40.000 euros et qu'avec les nouvelles règles du chômage, beaucoup d'entre nous seront exclus malgré tout et qu'on n'aura pas les moyens de suivre leur formation jusqu'au bout. Je risque donc d'être exclu du chômage et des formations ! »

Dialogue avec un petit patron du bâtiment

« *La réforme du chômage frappe dur, mais elle produit des effets positifs : beaucoup de mes anciens ouvriers m'appellent pour me demander si j'ai un travail pour eux parce qu'ils vont perdre leur allocation de chômage.*

- Et tu pourras leur donner un travail à tous ?

- Ça, c'est difficile. La situation est mauvaise. Beaucoup de confrères que je connais ont dû arrêter.

- Ben oui, les clients hésitent. Ils se demandent comment ils vont te payer s'ils perdent leur travail et se retrouvent forcés d'accepter des salaires trop bas… ».

Baromètre socio-économique de la FGTB

La FGTB a publié un "baromètre socio-économique" pour l'année 2025 montrant l'aggravation de l'exploitation des travailleurs par la bourgeoisie.

Productivité et profits en hausse

Depuis 1995, la productivité du travail a augmenté d'environ 28 %. En clair, en une heure de travail, les travailleurs produisent aujourd'hui plus d'un quart de richesses supplémentaire qu'il y a trente ans. Pourtant, sur la même période, les salaires bruts n'ont progressé que de 12 %.

La société n'est donc pas plus pauvre, bien au contraire, elle est beaucoup plus riche. Les travailleurs produisent toujours plus, mais la part de la richesse qui leur revient ne cesse de diminuer, tandis que les profits du grand patronat explosent !



Les cadeaux au patronat pleuvent

Alors que les politiques d'austérité contre la population se multiplient, les cadeaux au patronat atteignent des niveaux records. Chaque année, l'État belge consacre au bas mot 25 milliards d'euros, soit 4,4 % du PIB, au soutien direct aux entreprises via des subsides, des exonérations fiscales et des réductions de cotisations sociales. La FGTB s'appuie sur les chiffres de la Banque Nationale, qui sous-estiment largement les cadeaux patronaux. D'autres organismes parlent de 52 milliards en 2022.

Ces cadeaux servent surtout à enrichir les grands patrons et actionnaires. Par exemple, dans certains secteurs, comme le travail en équipe ou le travail de nuit, le patron retient l'impôt sur le salaire du travailleur pour le précompte professionnel. Mais au lieu de le reverser entièrement à l'État, il peut en garder une grande partie pour lui. Ce mécanisme et d'autres représentent près de 12 milliards d'euros par an, directement pris sur les salaires pour finir dans les poches des patrons.

Sécurité sociale dé-financée

D'ici 2030, l'État belge prévoit un déficit proche de 6 % du PIB pour le gouvernement fédéral et la sécurité sociale. Hors période Covid, ce serait le déficit le plus élevé des quarante dernières années, et ce malgré des politiques d'austéri-

té toujours plus dures contre les travailleurs. Car si le gouvernement prétend vouloir « sauver » le budget de l'État en s'attaquant au niveau de vie de la population, c'est en réalité pour continuer à remplir les poches du patronat.

À la fin des années 1990, les cotisations patronales représentaient environ 35 % de la masse salariale. Aujourd'hui, elles sont tombées à 21 %. Cette baisse massive prive la sécurité sociale de milliards d'euros chaque année et creuse son déficit. Dans le même temps, les emplois peu ou pas soumis à cotisations se multiplient : flexi-jobs, jobs étudiants, contrats temporaires et temps partiel imposé. En 2024, plus d'un quart des salariés travaillent à temps partiel, et le nombre de flexi-jobbers a doublé.

Pour les patrons, ces formes d'emploi signifient une main-d'œuvre à bas coût : salaires plus faibles, cotisations réduites, pas ou peu de congés payés, pas de 13e mois ni de véritables protections en cas de licenciement. Les étudiants sont eux aussi mis à disposition comme une main-d'œuvre quasi gratuite, exonérée d'impôts et de cotisations. Aujourd'hui, un travailleur sur dix est sous contrat temporaire.

La sécurité sociale est ainsi progressivement asphyxiée, les conditions de travail se dégradent et la précarité s'installe, tandis que les profits du patronat continuent, eux, de grimper.

Les travailleuses en première ligne

Cette dégradation générale des conditions de vie touche encore plus durement les femmes. Une étude récente montre que 23 % des parents réduisent ou arrêtent leur activité professionnelle faute de places en crèche, et que 61 % des mères rencontrent des difficultés à travailler à temps plein.

Les femmes sont surreprésentées dans le temps partiel, les emplois précaires et les secteurs mal rémunérés. Ces carrières fragmentées entraînent des salaires plus faibles et, à long terme, des pensions largement insuffisantes. En 2024, l'écart de pension entre les femmes et les hommes atteint 31 %. Les travailleurs paient ainsi le prix fort d'un système basé sur le profit.



Dans les entreprises

Pompiers en grève

Les pompiers de Bruxelles se sont mis en grève le 31 décembre. Ils étaient plus de 150 à se rassembler pour dénoncer le manque de personnel, alors que le nombre d'interventions ne cesse d'augmenter, et qu'une nouvelle réduction budgétaire est envisagée. Ils estiment qu'il faut embaucher 200 personnes supplémentaires au moins.

Les négociations ne menant nulle part, un vote à main levée a été organisé par un délégué syndical pour décider de continuer la grève, et la majorité a voté pour une grève de 24h. Les grévistes se sont donc répartis entre ceux qui continuaient la grève et ceux qui allaient travailler pour assurer les interventions urgentes.

Les économies du gouvernement mettent en danger toute la population et aggravent les conditions de travail des travailleurs.



Manifestation de pompiers, extrait du média Rouge !

GSK : licenciements silencieux

L'an dernier, plus de 400 emplois ont été supprimés chez GSK en Belgique. La méthode de la direction ? Départs dits « volontaires », départs à la retraite et CDD non renouvelés, ainsi que pratiquement plus aucun CDI signé.

En 2025, le groupe GSK a réalisé 6.56 milliards d'euros de bénéfices nets, dont 46 % (3 milliards d'euros) ont été versés aux actionnaires. À la place d'enrichir des parasites, ces richesses pourraient employer 12.500 travailleurs au salaire moyen belge.

Salaire des CEO : miettes capitalistes

En moins de cinq jours de travail, les CEO des plus grandes entreprises belges cotées ont déjà gagné plus que le salaire annuel moyen d'un travailleur (48.900€). Sur le podium des rémunérations exorbitantes, le CEO d'AB Inbev, Michel Doukeris, qui a gagné 7 millions d'euros en 2024: le salaire annuel moyen, il l'a dépassé après deux jours.

Et pourtant, ces rémunérations ne sont que les miettes que veulent bien leur concéder les richissimes actionnaires de ces entreprises. Si Michel Doukeris voulait égaler la fortune d'Alexandre Van Damme, l'un de ses principaux actionnaires, il devrait travailler…1.500 ans !

Echos des bulletins d'entreprise

Colruyt Dassenveld

La nuit porte profit

Qu'est-ce que la direction préfère à l'exploitation de jour ? L'exploitation en nocturne (18h-02h) ! Des collègues de l'après-midi sont renvoyés plus tôt; et ceux de la nocturne sont surchargés et s'épuisent jusqu'au milieu de la nuit.

Même quand ils dorment sur leurs deux oreilles, les actionnaires veulent que la machine à profit continue de tourner.

Tête, épaules et genoux, pieds

C'est la comptine de tous les maux de la logistique… D'ailleurs à Colruyt, on est trop nombreux à devoir porter des chaussures « *médicales* ».

Ça en dit long sur les conditions de travail : elles rendent tout simplement malade !

On marche des milliers de pas pour que les actionnaires restent les doigts de pieds en éventail.

Pâté de patron

La direction a proposé un "buffet festif" le 24 et le 31 décembre. Comparé aux menus de la cantine, c'est presque Noël… sauf qu'on est au boulot et qu'il faut engloutir son repas en une vingtaine de minutes.

Pas facile à digérer !

Les miettes et le reste

Le seul festin qui vaut le coup, c'est celui des profits. Mais c'est nous qui le préparons et ce sont les actionnaires qui s'empiffrent.

A un moment, quand on sera forts, il faudra qu'on se décide à ne plus se contenter des miettes.

"Ambiance festive"

Entre les intérimaires renvoyés, les heures de travail annulées et les salaires toujours trop bas, Colruyt garde le sens de la fête. Ce n'est décidément pas le nôtre.

Pas alignés avec la direction !

Face à la concurrence des magasins franchisés comme Delhaize, Intermarché ou Carrefour, la direction veut "*une réforme des systèmes de rémunération*". Entendez : un alignement des salaires entre magasins intégrés (comme Colruyt) et franchisés… à la baisse évidemment !

Notre intérêt, c'est que les salaires augmentent pour tous !

Personne n'est OKay de travailler le dimanche

A partir du 4 janvier, tous les magasins OKay seront ouverts le dimanche matin. Ainsi Colruyt s'aligne sur les autres supermarchés. La concurrence capitaliste s'intensifie et chaque groupe mène sa petite guerre pour ses parts de marché et ses profits.

Sauf que ce sont les travailleurs des magasins qui en paient le prix et qui perdent leurs week-ends. Et puis c'est quoi l'étape suivante : ouvrir les magasins pendant la nuit ?!

Le rêve des patrons est de disposer de main-d'œuvre tous les jours de la semaine, à tous les horaires, afin de satisfaire leurs besoins de profit à la minute.

Pour se défendre, les travailleurs de toutes les enseignes n'auront d'autre choix que de se mettre ensemble et de stopper la machine à profit.

Chemins de fer

Non à la privatisation !

L'avant-projet de loi de réforme du rail a été approuvé par le Conseil des Ministres. Celui-ci prévoit la fin du recrutement statutaire et la fin du recrutement par HR Rail. La « concertation sociale », chère aux dirigeants syndicaux, sera mise à mal.

C'est une nouvelle étape pour intégrer le transport de voyageurs dans le marché capitaliste soumis à la concurrence. L'avant-projet de loi affirme lui-même qu'il vise à « *permettre aux différentes sociétés de gérer leur personnel de la manière la plus flexible possible* » .

Mais cette "flexibilité" ce sera celle des contrats précaires, des horaires infernaux, et des salaires

au rabais ! Et le futur « *marché du transport ferroviaire* » sera celui du rail plus cher et désorganisé, comme en Angleterre, en Allemagne, au Portugal, etc ! Les seuls qui y ont intérêt sont les capitalistes qui comptent y faire du profit ! C'est l'inverse de ce dont les travailleurs et les usagers ont besoin !

Grève syndicale fin janvier

Le front commun syndical annonce une semaine de grève fin janvier contre "*la fin des engagements statutaires*".

Ce sera l'occasion de se mobiliser et de s'organiser entre collègues. Mais une grève du seul secteur ferroviaire, même d'une semaine, ne suffira pas à défendre nos conditions de vie et de travail.

Les mesures d'austérité dépassent largement le rail, ce sont tous les secteurs qui sont attaqués. En Belgique, mais aussi en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc. car partout les riches actionnaires des banques et des multinationales veulent faire payer la hausse de leurs profits aux travailleurs.

Et cela c'est encore sans compter la généralisation de la guerre et du militarisme !

Pour défendre nos intérêts de travailleurs, il faudra des luttes à l'échelle de toute la société pour contester le pouvoir des capitalistes ! Les directions syndicales ne veulent pas de cela car elles trouvent leur intérêt à se poser en avocat des salariés. De telles luttes ne peuvent venir que des travailleurs eux-mêmes : il faut s'y préparer !

Leur société

Impasse de la stratégie électoraliste

Dans une interview, l'ex-président de la FGTB, Thierry Bodson, a défendu la stratégie syndicale des mobilisations « par secteurs » et appelé à une « union de la gauche » lors des prochaines élections. Selon lui, l'élection d'un gouvernement PS-PTB-Ecolo permettrait de faire reculer les offensives patronales.

Mais c'est faux. Les élections n'ont jamais amélioré réellement la situation des travailleurs. Les gouvernements, de gauche comme de droite, ont toujours mené des politiques au service du patronat. Le président du PS annonçait d'ailleurs récemment qu'il ne reviendrait pas sur les exclusions du chômage, ce qui donne le ton pour toutes les autres mesures d'austérité !

En réalité, la stratégie syndicale cherche avant tout à remettre le PS en selle plutôt qu'à construire un véritable rapport de force. Mais ce ne sont pas les députés ni les ministres ni le roi qui dirigent, mais les milliardaires et actionnaires des banques et des grandes entreprises.

Ce qui fait que des grèves dispersées, secteur par secteur, ne permettent pas de renforcer le mouvement ni de faire reculer le patronat.

Pour défendre nos conditions de vie, l'enjeu n'est pas de trouver le « bon » parti, mais que les travailleurs organisent eux-mêmes leurs luttes et s'attaquent à la racine du problème : le capitalisme.



Tarif social pour capitalistes

A partir de 2026, le gouvernement augmentera progressivement les accises sur le gaz et les carburants, puis ces augmentations d'accises seront converties en une TVA à 21% en 2030 (au lieu de 6% actuellement).

Mais à partir de 2026, le gouvernement fédéral consacrera près d'un milliard d'euros par an à baisser les factures d'électricité des gros consommateurs industriels, comme BASF ou ArcelorMittal, sous prétexte de compétitivité.

En clair, les travailleurs, chômeurs et pensionnés payeront la facture d'énergie des multinationales.

Bruxelles : hausse du prix de l'eau

Depuis le 1er janvier, le prix de l'eau a augmenté de 12,5 % en région bruxelloise. En 2021 déjà, un ménage bruxellois sur cinq rencontrait des difficultés pour payer ses factures d'eau, qui, lorsqu'elles s'accumulent, vont jusqu'à se

transformer en dettes.

L'eau est pourtant une ressource de base, indispensable à des besoins essentiels comme l'alimentation ou l'hygiène. Mais sous le capitalisme, tout est une marchandise, et la bourgeoisie ne voit dans l'eau qu'une source de profit.

Beurk !

210.000 familles flamandes sont sur liste d'attente pour obtenir un logement social.

En attendant les 56.000 logements supplémentaires promis, la ministre Mélissa Depraetere (Vooruit) veut faire contrôler les poubelles des habitants des logements sociaux pour détecter des soi-disant fraudeurs. Les données des pesées automatiques lors de la collecte, utilisées pour la facturation, pourront désormais être exploitées pour surveiller les déchets des ménages.

Trop ? Pas assez ? Vous voilà suspects… Les ministres socialistes flamands ne craignent pas de suivre les partis de droite en reprenant leur politique anti-pauvres jusque dans le caniveau !



Surpopulation carcérale

Un préavis de grève a été déposé par la CGSP du 30 décembre au 1er janvier à la prison de Haren, la plus grande de Belgique. Les gardiens dénoncent la surcharge de travail et la surpopulation carcérale. Il manque environ 100 équivalents temps plein, rendant les gardiens incapables d'assurer correctement leurs missions quotidiennes.

La surpopulation, combinée au manque de personnel, entraîne des conditions de détention inhumaines et dégradantes pour les prisonniers, et des situations intenables pour les travailleurs : tensions entre détenus, promiscuité, manque d'intimité et d'hygiène, ainsi que la prolifération de nuisibles (cafards, punaises, etc.).

Ce problème n'est pas nouveau. En juillet, des détenus de la prison de Lantin s'étaient mobilisés pour dénoncer leurs conditions de détention déplorables, réclamant notamment davantage de douches, plus de temps de préau et des repas suffisants.

La réponse du gouvernement fédéral est d'envisager la privatisation d'une partie du travail pénitentiaire. Sous prétexte de réduire les coûts, cette politique vise surtout à accroître la pression sur les travailleurs, sans améliorer ni leurs conditions de travail ni celles des détenus.

Justice pour Sourour !

Il y a trois ans, Sourour Abouda, travailleuse sociale belgo-tunisienne de 46 ans, est décédée dans une cellule de la police bruxelloise. Arrêtée pour un état d'ébriété, elle a été placée en cellule. Après une altercation avec un policier, elle chute et fait un malaise. Elle appelle à l'aide, mais les policiers mettent 70 minutes à intervenir, alors que la cellule est équipée de caméras. Quand ils arrivent dans sa cellule, Sourour est morte.

Depuis le début de l'enquête, la police et le parquet ont multiplié les versions et les mensonges, affirmant d'abord que Sourour Abouda serait « une indigente », puis qu'elle « se serait suicidée ». La famille est confrontée depuis trois ans à des lenteurs judiciaires extrêmes, au point que le nouveau procureur du Roi a reconnu que le dossier avait été volontairement « *mis de côté* ».

Comme lors de la mort de Fabian, de Mehdi Bouda, d'Adil Charrot et de nombreux autres, l'Etat couvre les exactions et le racisme dans la police car cette dernière est là pour défendre les intérêts des plus riches, pas de la population !

Accord capitaliste UE-Mercosur

La colère des agriculteurs détournée

Depuis plusieurs semaines, des agriculteurs se mobilisent contre l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur - le marché commun qui réunit cinq pays d'Amérique du Sud - qui a été accepté par la majorité des États européens. Les petits agriculteurs, qui accumulent les difficultés, ont toutes les raisons d'être en colère. Mais présenter le traité commercial avec le Mercosur, comme leur principal problème est un mensonge.

Comme dans tous les accords commerciaux, cet accord avantagera les capitalistes les plus forts, tandis que les perdants sont les

petits producteurs, de part et d'autre de l'Atlantique. Du côté des gagnants, qui ont accès à de nouveaux marchés, se trouvent les groupes de l'automobile, de la chimie ou du transport, comme Volvo, Stellantis, Solvay, Umicore, Agfa-Gevaert ou Jan de Nul. Ce sont aussi des gros acteurs agro-industriels belges qui n'ont pas de concurrents directs en Amérique du Sud, comme AB Inbev pour la bière ou Puratos pour le chocolat.

Cet accord est aussi présenté comme une manière d'avoir accès à des « *matières premières stratégiques* », comme les terres rares, pour les industries européennes, et en particulier pour l'industrie de l'armement. En d'autres termes, c'est une manière pour l'Union européenne de mettre la main sur une partie des ressources sud-américaines et préparer les guerres que le capitalisme ne peut manquer de provoquer…

Ce n'est pas avec la même brutalité que Trump avec le Venezuela ou le Groenland, car les pays de l'Union européenne n'en n'ont plus les moyens, mais c'est la même logique.

Petits et grands agriculteurs

À l'inverse, pour le secteur agricole, l'accord commercial signifie une augmentation de la concurrence. Et cela, y compris, pour certaines grosses exploitations capitalistes. C'est pour cela que plusieurs États européens, comme la France, et de nombreux partis en Belgique, du PS au MR, s'y sont opposés, sous prétexte de défendre les « *petits agriculteurs* ».

Mais présenter cet accord comme le principal danger pour les petits agriculteurs est une immense fumisterie. Car les agriculteurs ne sont pas un seul bloc homogène. Et comme dans tous les autres secteurs, sous le capitalisme, ce sont les gros acteurs qui écrasent économiquement les petits.

Cela fait des décennies que les revenus des petits agriculteurs diminuent, que leurs coûts augmentent, et qu'ils sont de plus en plus nombreux à faire faillite, voire à se suicider. La cause de leur ruine n'est pas la concurrence sud-américaine, mais la concurrence des gros capitalistes, ici, en Europe.

L'ennemi principal est dans notre propre pays

Ce sont les fournisseurs qui contrôlent une grande partie du marché et peuvent imposer leurs prix, comme Arvesta pour l'alimentation animale, Yara pour l'engrais azoté, ou Bayer, Syngenta ou BASF pour les semences et les insecticides.

Ce sont les banques, comme Crelan, qui prennent une partie importante des revenus des petits agriculteurs à travers le taux d'intérêt.

Ce sont les grandes familles et les entreprises qui possèdent des centaines d'hectares et s'enrichissent en les louant à des agriculteurs ou en spéculant sur la terre, comme les familles nobles t' Kint de Roodenbeke, Marnix de Sainte Aldegonde ou de Mérode, l'entreprise Sibelco de la famille de milliardaires Emsens, ou encore des abbayes comme celle de Westmalle.

Ce sont les centrales d'achat des très grandes surfaces, elles aussi souvent en position de quasi monopole, qui imposent des prix très bas, comme les chaînes de supermarchés Colruyt et Delhaize, la Raffinerie Tirlemontoise pour les betteraves, les groupes Clarebout et Agristo pour les pommes de terre, BelOrta pour les produits horticoles en général, le Belgian Pork Group Company pour le porc, ou FrieslandCampina et Milcobel, qui viennent de fusionner, pour le lait.

Le camp des travailleurs

Les petits agriculteurs ont toutes les raisons d'être en colère. Mais les syndicats et les partis qui se prétendent de leur côté et dirigent leur colère contre l'accord avec le Mercosur les trompent ! Empêcher l'accord ne changera pas grand-chose pour eux, car les principaux responsables de leur misère se trouvent ici.

Et les entreprises qui profitent des petits agriculteurs sont les mêmes qui exploitent des milliers de travailleurs, des ouvriers de la transformation à ceux des supermarchés, en passant par les employés de banque. Ces travailleurs-là, avec les agriculteurs, et plus nombreux qu'eux, font tourner toute la société. C'est seulement par des luttes qui rassemblent tous les secteurs, de l'Europe à l'Amérique du Sud, que les travailleurs pourront mettre fin au capitalisme qui les plonge dans la misère !



Manifestation des agriculteurs à Bruxelles

Venezuela : à bas l'impérialisme !

Après des mois de menaces et de bombardements contre des vedettes rapides accusées de trafic de drogue, l'armée américaine a enlevé le dirigeant vénézuélien Nicolás Maduro et son épouse. Contrairement à la propagande qui prétend qu'il s'agirait d'arrêter un « narcotrafiquant », les États-Unis cherchent en réalité à mettre la main sur les immenses réserves d'hydrocarbures du pays et à repousser la Chine hors du continent latino-américain.

Le Vénézuela aux mains des compagnies pétrolières

L'exploitation impérialiste du pétrole vénézuélien que Trump cherche à renforcer dure depuis plus d'un siècle. Les compagnies pétrolières britanniques, puis américaines, ont pillé les ressources du pays en bonne entente avec la bourgeoisie vénézuélienne. Ce pillage atteint un sommet en 1957 : cette année-là, les dividendes versés aux actionnaires américains équivalaient au revenu de la moitié la plus pauvre de la population.

Dans les années 1980-1990, les prix du pétrole chutent et la bourgeoisie vénézuélienne cherche à faire payer la baisse de ses profits à la population par des politiques d'austérité. Cela provoque la grande révolte du « *Caracazo* » qui discréditent durablement les partis au pouvoir. En 1999, Hugo Chávez, dirigeant nationaliste populaire, arrive au pouvoir.

À la tête de l'État, Chávez fait voter une loi de redistribution des terres aux paysans, nationalise une grande partie de la production pétrolière, et utilise les revenus pétroliers au profit des classes populaires. La hausse des prix des hydrocarbures permet alors de financer des programmes d'éducation, de santé et de logement qui améliorent la vie de millions de Vénézuéliens pauvres.

Pour avoir redistribué une partie de la manne pétrolière, Chávez s'attire la haine tenace des classes riches du Venezuela. Les États-Unis ne lui pardonnent pas non plus d'avoir nationalisé les plus grandes compagnies pétrolières américaines - contre indemnité. Main dans la main, Washington et la bourgeoisie vénézuélienne tentent à deux reprises de le renverser par des coups d'État. À chaque fois, Chávez peut compter sur la mobilisation des quartiers populaires pour y faire échec.

Mais ni Chávez ni son successeur Maduro - qui se réclament du « *socialisme du XXI^e siècle* » - n'ont cherché à s'attaquer réellement au capitalisme, ni aux classes riches. Lorsque les cours du pétrole chutent à partir de 2014, le régime, privé de revenus, se retrouve étranglé. À cela s'ajoutent les sanctions économiques américaines, qui privent le pays de biens essentiels (nourriture, médicaments), assèchent les revenus et font exploser l'inflation. Le gouvernement fait alors payer la crise à la population par l'austérité, le blocage des salaires et réprime durement toute contestation. La misère, la dictature et la criminalité en hausse poussent près de 8 millions de Vénézuéliens à quitter le pays.



PDVSA: la compagnie nationale pétrolière vénézuelienne

L'impérialisme américain à l'œuvre

C'est dans ce contexte que Trump a, depuis plusieurs mois, fait encercler le Venezuela par des forces armées et saisi des pétroliers. Maduro a bien tenté de promettre aux États-Unis un accès illimité aux hydrocarbures du pays, mais cela n'a pas suffi : les États-Unis veulent un régime à leurs ordres.

C'est ce qui les a conduits à capturer Maduro et son épouse. Depuis, Trump affirme que les États-Unis vont « *diriger le pays dans les prochaines années* » et y exploiter les ressources. Trump ne semble toutefois pas envisager une occupation militaire directe pour le moment. En effet, les expériences du Vietnam ou de l'Irak ont montré les problèmes et les dangers de révolte que génère une occupation militaire directe.

Washington semble aujourd'hui s'appuyer sur des dirigeants vénézuéliens comme la vice-présidente Delcy Rodríguez et sur l'ap-

pareil d'État existant pour piller le pays, tout en brandissant la menace d'une intervention militaire si ses exigences ne sont pas respectées. Le gouvernement américain n'a pas choisi de soutenir la cheffe de l'opposition, María Corina Machado, pourtant issue de la grande bourgeoisie et parfaitement alignée sur les intérêts américains. Trump l'a lui-même reconnu : « *elle n'a pas le soutien ni le respect à l'intérieur du pays* ». En réalité, les capitalistes vénézuéliens et les dignitaires de l'armée semblent plus proches des dirigeants chavistes en place, avec qui ils ont fini par s'entendre.

Delcy Rodríguez, qui se retrouve à la tête de l'État, a d'abord condamné l'intervention américaine et exigé le retour de Maduro. Mais elle serait en réalité en discussion constante avec le gouvernement américain pour la livraison de dizaines de millions de barils de pétrole aux États-Unis.

La bourgeoisie vénézuélienne, ainsi qu'une partie des millions de Vénézuéliens ayant quitté le pays, se réjouissent sans doute de l'enlèvement de Maduro. Mais la majorité de la population, qui subissait pourtant une dictature de plus en plus dure, ne peut attendre aucune amélioration de son sort de la part des États-Unis. Les interventions impérialistes en Amérique latine, en Afrique ou en Asie n'ont jamais apporté la prospérité et la démocratie, mais visent à piller ou à asservir les pays conquis. Les Afghans, Haïtiens, Libyens et Irakiens peuvent en témoigner…



Maduro (g.) et Rodriguez (d.)



Doctrine Monroe, version Trump

Le renversement de Maduro s'inscrit dans la stratégie américaine de contrôle exclusif de l'Amérique latine, formulée en 1823 par le président Monroe. Cette politique a conduit les États-Unis à repousser les puissances européennes hors du continent (Angleterre, France, Espagne, Portugal), puis à intervenir contre tous les régimes qui n'étaient pas entièrement soumis à leurs intérêts.

C'est ce qui les a amenés à organiser la sécession du Panama de la Colombie en 1903 pour construire le canal reliant l'Atlantique au Pacifique, à envahir le Guatemala en 1953, à renverser le président chilien Allende en 1973 ou encore à capturer le dictateur panaméen Noriega en 1989 sous prétexte… de trafic de drogue.

Aujourd'hui, ce sont surtout les avancées de la Chine en Amérique latine que Washington veut contrer. La Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent latino-américain et y construit des ports et des infrastructures. A l'encontre des sanctions américaines contre le Venezuela, elle achetait en particulier environ 80 % de son pétrole et venait de conclure des partenariats économiques.

En renversant Maduro, les dirigeants des États-Unis envoient donc un double message : un avertissement à tous les autres dirigeants - cubains, iraniens, colombiens - sur le prix à payer pour s'opposer à Washington ou simplement mener une politique indépendante, et un signal adressé à la Chine que l'Amérique latine doit rester la chasse gardée des États-Unis.

Gouvernement belge : second couteau de l'impérialisme

Bart De Wever et le ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot se sont tous deux réjouis de la capture de Maduro, allant jusqu'à reprendre la propagande américaine selon laquelle il serait un narcotrafiquant. Face à l'agression américaine, ils n'ont pas osé lever le petit doigt, se contentant de formuler de vagues « *questionnements* » sur sa légalité. Bart De Wever a vite rassuré : « *Nous sommes des alliés historiques des États-Unis, cela va au-delà de cette administration [Trump]* ». Quelques jours plus tard, Maxime Prévot rencontrait le secrétaire d'État américain Marco Rubio, le qualifiant d'« *ami et allié* ».

En réalité, le gouvernement belge soutient les États-Unis, comme le second couteau respecte le parrain de la pègre impérialiste. L'État belge sait depuis longtemps que la défense des intérêts impérialistes ne s'embarrasse pas de scrupules. Les capitalistes belges ont pillé et massacré la population congolaise pendant des décennies. Même après l'indépendance, ils n'ont pas hésité à intervenir, allant jusqu'à faire assassiner le Premier ministre congolais Patrice Lumumba pour défendre les intérêts des multinationales belges.

PTB : les illusions sur le droit international

Évoquant l'enlèvement de Maduro, Peter Mertens (dirigeant du PTB) dénonce à juste titre une guerre pour le pétrole et contre la Chine. Mais pour s'y opposer, il s'appuie sur l'illusion d'un droit international censé limiter la voracité capitaliste : « *Quiconque normalise cette piraterie enterre le droit international. […] Si l'on 'normalise' le fait qu'une grande puissance puisse traîner un président hors de son palais et le transporter par-delà l'océan, alors il ne reste du Conseil de sécurité et de la Charte de l'ONU qu'un bout de papier. Une seule loi s'impose : la loi du plus fort. Et dans un tel monde, personne n'est en sécurité.* »

Mais aucun travailleur n'est en sécurité sous le capitalisme ! Ni au Vénézuela, ni aux États-Unis, ni en Belgique.

Et le droit international et la Charte des Nations unies n'ont jamais protégé les peuples, bien au contraire. Pire, la colonisation, comme les guerres meurtrières en Afghanistan, en Syrie ou en Libye, ont été justifiées au nom du droit international. L'ONU et ce droit ont été créés par les grandes puissances pour donner une couverture légale à leur pillage. C'est ce qui conduisait Lénine à qualifier l'ancêtre de l'ONU, la Société des Nations, de « *caverne de brigands* » : hier comme aujourd'hui, ces institutions internationales regroupent les exploiteurs de tous les pays. Dans la concurrence entre capitalistes, c'est la loi du plus fort qui s'impose, et le droit n'y change rien. Quand il gêne leurs ambitions, les États le violent sans la moindre hésitation.

Peter Mertens poursuit : « *Sans [la Charte des Nations unies], tout s'effondre : les États font la guerre dès qu'ils se heurtent, toutes les règles disparaissent, et l'on obtient un monde rempli d'États défaillants, de seigneurs de guerre, de grandes puissances déchaînées et d'une violence et d'un chaos permanents*. »

Mais c'est déjà la réalité du pouvoir capitaliste pour la moitié de l'humanité ! L'ONU peut voter des résolutions et publier des rapports : cela n'a jamais empêché les guerres ni les massacres. Au Congo, plus de cent résolutions ont été adoptées et des casques bleus ont été déployés, sans empêcher ni l'effondrement de l'État ni le pillage des populations par les groupes armés - au profit des actionnaires des multinationales. Idem pour le massacre des Palestiniens par l'État israélien ! Depuis la Seconde Guerre mondiale, il ne s'est pas passé un seul jour sans guerre quelque part dans le monde.

Que propose alors le PTB ? « *Condamnez l'enlèvement. Défendez la souveraineté des pays, même si leur gouvernement ne vous plaît pas. Faites de la Charte de l'ONU à nouveau une frontière, pas une note de bas de page.* »

C'est une grave illusion. Le droit international sert avant tout à blanchir le système impérialiste en entretenant la fiction d'un « gouvernement mondial » qui défendrait la paix. En réalité, cette voie est celle de la trahison des intérêts des travailleurs et des populations pauvres et mène systématiquement à l'impuissance pour ceux qui veulent s'opposer aux guerres.

À l'inverse, les révolutionnaires comme Lénine ne comptaient ni sur le droit ni sur la diplomatie pour s'opposer aux guerres. Pour les communistes révolutionnaires, la seule façon d'y mettre fin est d'en supprimer la cause : le capitalisme. Cela implique que les travailleurs renversent le pouvoir des milliardaires et prennent eux-mêmes le contrôle de la société afin d'en finir avec l'exploitation, le pillage et les guerres.



1917: Lénine, Trotsky et les bolchéviks appellent les travailleurs russes à prendre le pouvoir et ainsi mettre fin à la première guerre mondiale

Vive la révolte du peuple iranien !

Trois ans après le mouvement « *Femme, vie, liberté* », la révolte gronde à nouveau en Iran. Cette fois, c'est la montée rapide des prix qui a poussé la population dans la rue. Depuis septembre les prix ont explosé, à cause de l'embargo imposé à l'Iran par les pays occidentaux depuis des années et de la corruption des couches dirigeantes. En décembre, l'inflation s'est encore accélérée, alimentée par la baisse de la monnaie iranienne, le rial. Cela a fait exploser les prix des produits importés. En décembre, les prix avaient augmenté de 42% par rapport à décembre 2024.

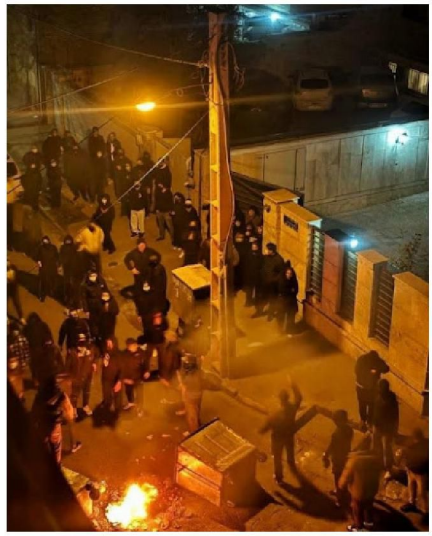
Les petits commerçants des bazars sont sortis les premiers pour manifester. Cela fait des mois que les prix de leurs marchandises, souvent importées, ont explosé et que plus personne ne peut les acheter, beaucoup étant contraints de fermer boutique. Une situation aggravée par la spéculation de la bourgeoisie iranienne. Rapidement, leur mobilisation a entraîné des parts bien plus importantes de la population. Beaucoup dénoncent qu'un salaire ne permet pas de vivre !

Les revendications ont dépassé la hausse des prix, et les slogans se dirigent contre le régime dans son ensemble, contre la dictature religieuse des Mollahs qui opprime les femmes, et torture et assassine les opposants. De nombreux travailleurs se mettent en grève et rejoignent le mouvement. « *Mort au dictateur* » crient-ils contre l'Ayatollah Khamenei à la tête du régime, « *nous n'avons pas peur car nous sommes tous ensemble* ». Certains manifestants s'adressent aux policiers pour les inviter à rejoindre le cortège.

Répression sanglante

Le régime réactionnaire des mollahs n'a pas tardé à utiliser tous les moyens de répression, faisant tirer sur la foule. Mais la répression n'a fait que renforcer la colère de la population, qui se retrouve chaque jour plus nombreuse dans la rue. Quelques forces armées sont passées du côté des manifestants.

Des bâtiments gouvernementaux sont incendiés par les manifestants. Depuis le 8 janvier, le gouvernement bloque internet, les réseaux téléphoniques, et même l'eau et l'électricité dans certains quartiers.



Tentatives de récupération

Trump et Ursula von der Leyen (présidente de la Commission européenne) ont affirmé leur soutien aux manifestants. Trump a déclaré être prêt à bombarder l'Iran, comme il l'a déjà fait à propos de l'uranium enrichi et aussi en soutien à Israël, pour « *aider les manifestants* ». Mais les États occidentaux ne soutiennent les mobilisations que dans la mesure où elles affaiblissent le pouvoir iranien en place. Leur politique n'est pas de défendre la démocratie, mais de piller les ressources et y exploiter les travailleurs.

Les capitalistes occidentaux testent un potentiel remplaçant au pouvoir avec Reza Pahlavi, le descendant du Shah d'Iran qui imposait une dictature féroce au service des États-Unis avant la révolution islamique de 1979.

Si une partie de la population doit regarder vers le descendant du Shah avec espoir, d'autres ne s'y trompent pas. Dans les rues, on entend aussi clamer le slogan : « *À bas l'oppresseur, le Guide ou le roi* ». Car beaucoup savent bien qu'un régime dominé par l'impérialisme n'apporterait aucune amélioration.

Quant à une intervention militaire occidentale, elle ne ferait que semer le chaos et plonger le pays dans une guerre civile sanglante, comme à chaque intervention occidentale, en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, etc. Et ce sont bien les capitalistes occidentaux qui sont principalement responsables de l'inflation, du chômage et de la misère du peuple iranien.

Les travailleurs iraniens ne peuvent compter sur aucun prétendu sauveur. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, et sur les travailleurs des autres pays de la région et du monde, y compris des États-Unis, pour renverser le capitalisme lui-même qui est la cause de l'oppression, de la misère et des guerres.

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be